



EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DE

L'INDE

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par l'Inde est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur l'Inde.

Table des matières

1 INTRODUCTION	4
2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	5
2.1 Économie nationale.....	5
2.1.1 Record de croissance récent.....	5
2.1.2 Épargne et investissement.....	6
2.1.3 Inflation	6
2.1.4 Situation de l'emploi et du marché du travail.....	6
2.2 Résultats commerciaux	6
2.2.1 Exportations, importations de marchandises et balance commerciale	6
2.2.2 Répartition géographique du commerce des marchandises.....	8
2.2.3 Commerce des services	8
2.3 Profil d'investissement	10
2.3.1 Investissement étranger direct (IED) et investissement étranger de portefeuille (IEP)	10
2.3.2 Investissements sortants de l'Inde.....	10
2.4 Politique monétaire et budgétaire	10
3 RÉFORMES: POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET AUTRES INITIATIVES	11
3.1 Réformes économiques et amélioration de la fourniture de services	11
3.1.1 Taxe sur les marchandises et les services	11
3.1.2 Code sur l'insolvabilité et la faillite	11
3.1.3 Fusion des banques du secteur public.....	11
3.1.4 Place de marché électronique pour les achats publics	11
3.1.5 Initiative "Make in India"	12
3.1.6 Programme "Digital India"	12
3.1.7 Initiative "Startup India".....	12
3.1.8 Développement des compétences	13
3.1.9 Transfert direct des prestations	13
3.1.10 Mission "Mudra"	13
3.2 Réformes de la politique du travail.....	13
4 FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES ET FACILITATION DES ÉCHANGES	14
5 POLITIQUES EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT	16
5.1 Politique en matière d'IED	17
5.2 Droits de propriété intellectuelle (DPI)	17
6 L'INDE ET L'OMC: RENFORCER LE SYSTÈME MULTILATÉRAL.....	17
6.1 Organe d'appel.....	18
6.2 Réforme de l'OMC.....	18
6.3 Traitement spécial et différencié	18
6.4 Subventions à la pêche	18
6.5 Services	19

7 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX BILATÉRAUX DE L'INDE: LIBERER LES AVANTAGES MUTUELS.....	19
7.1 Région de l'Asie du Sud.....	19
7.2 Asie du Sud-Est et de l'Est.....	20
7.3 Australie et Nouvelle-Zélande	20
7.4 Amériques.....	20
7.5 Europe.....	20
7.6 CEI.....	20
7.7 Moyen-Orient et Afrique.....	20
7.8 Autres accords et négociations.....	20
8 DÉFIS À RELEVER.....	21
8.1 Défis dans le secteur manufacturier.....	21
8.2 Développement des infrastructures.....	21
8.3 Le défi de la COVID-19.....	22
8.4 Réponse du gouvernement face à la COVID-19	23
9 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	24

1 INTRODUCTION

1.1. Le septième examen de la politique commerciale de l'Inde se tient à un moment où le monde assiste à une crise sanitaire sans précédent, la maladie contagieuse de la COVID-19 frappant à un rythme rapide les économies du monde entier. La croissance mondiale a été sérieusement affectée et des risques notables de résultats plus graves subsistent. Selon les projections figurant dans la mise à jour publiée par le Fonds monétaire international (FMI) en juin 2020, la production mondiale devrait se contracter de 4,9% en 2020/21.¹

1.2. Après une brève période d'accalmie, l'économie indienne avait commencé à reprendre son essor vers la fin de 2019, l'indice de la production industrielle passant d'une croissance négative à la fin de 2019 à 5,2% en février 2020, soit le niveau le plus élevé observé depuis juillet 2019. La pandémie et le confinement préventif à l'échelle du pays à la fin de mars 2020 ont toutefois affecté cette reprise et ont subordonné la reprise économique de l'Inde à la maîtrise de la COVID-19, à la fois sur le territoire et à l'échelle mondiale.

1.3. Pendant la période à l'examen, le gouvernement s'est concentré sur la réalisation de réformes structurelles et la garantie d'une croissance inclusive. Ces réformes, ainsi que toute une série de mesures prises par le gouvernement après la flambée de COVID-19, devraient permettre au pays de renouer avec ses objectifs de croissance.

1.4. Les fondamentaux de l'économie indienne sont solides et cela a permis d'assurer la stabilité macro-économique. L'inflation se situe dans les limites et les flux entrants d'IED ont considérablement augmenté ces dernières années, atteignant un niveau record de 74,39 milliards d'USD au cours de l'exercice 2019/20. L'amélioration de l'environnement commercial a permis au pays d'améliorer sa position dans le classement selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, passant de la 142^{ème} position en 2015 à la 63^{ème} position en 2019.² La position de l'Inde dans le classement selon l'indice mondial de l'innovation a également progressé, puisque celle-ci est passée de la 81^{ème} place en 2015 à la 52^{ème} place en 2019³ tandis que, dans le classement selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, l'Inde est passée de la 54^{ème} place en 2014 à la 44^{ème} place en 2018.⁴ Ces évolutions suggèrent clairement une confiance accrue des milieux mondiaux des affaires et du commerce dans l'économie indienne.

1.5. Le gouvernement prévoit que l'Inde sera une économie représentant 5 000 milliards d'USD d'ici à l'exercice 2024/25. La capacité de promouvoir les investissements et d'améliorer les résultats commerciaux contribuerait notablement au succès de cette entreprise. Le faible endettement de l'Inde, les progrès réalisés en matière d'inclusion financière et de formalisation de l'économie peuvent faire du crédit un facteur clé de la croissance économique. Le développement des infrastructures est une pierre angulaire de la stratégie de croissance indienne, car des relations solides en amont et en aval peuvent stimuler l'économie et améliorer la compétitivité du pays. Dans le cadre du développement des infrastructures, l'Inde a lancé le réseau d'infrastructures nationales le 31 décembre 2019, d'un montant de 103 000 milliards de roupies (environ 1 500 milliards d'USD). Cette initiative est axée sur le logement, l'accès à une énergie propre et abordable, les soins de santé, les établissements d'enseignement d'envergure internationale, les chemins de fer, la logistique et l'entreposage. Le désinvestissement stratégique dans les entreprises du secteur public vise à accroître encore la participation du secteur privé à l'économie, à créer des gains d'efficacité et à générer des recettes, ce qui renforcera la capacité du gouvernement à investir dans des projets de développement.

1.6. Sur le plan commercial, au cours de la période de cinq ans considérée, les exportations ont progressé à un taux de croissance composé annuel de 4,5%, tandis que les importations ont augmenté de 5,7%. La part de l'Inde dans les exportations et les importations mondiales a enregistré une augmentation marginale, passant de 1,6% et 2,4% en 2015 à 1,7% et 2,5%, respectivement, en 2019. Les exportations totales, y compris les services, ont franchi pour la première fois la barre de 500 milliards de dollars pour atteindre un nouveau record de 538,1 milliards d'USD en 2018/19. Cet exploit a été réitéré en 2019/20.

¹ <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>.

² <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/india>.

³ Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante: <https://www.globalinnovationindex.org/Home>.

⁴ Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante: <https://ipi.worldbank.org/>.

1.7. Au cours de la période considérée, le système commercial multilatéral a également été confronté à des défis sans précédent. En tant que Membre fondateur de l'OMC, l'Inde reste attachée au rôle central de l'OMC en faveur d'un système commercial mondial intégré et participe activement aux efforts visant à préserver et renforcer l'OMC. Afin de forger un consensus allant dans ce sens, l'Inde a pris l'initiative d'accueillir deux miniréunions ministérielles informelles à New Delhi, en mars 2018 et en mai 2019. Dans presque toutes les interventions, la nécessité de préserver et d'améliorer le fonctionnement et la crédibilité du système commercial multilatéral fondé sur des règles, qui est transparent et inclusif, et dont l'objectif fondamental est le développement, a été soulignée. Au cours de cette période, l'Inde a également mis en œuvre l'Accord Inde-ASEAN sur le commerce des services et l'investissement et élargi le champ d'application de l'Accord commercial préférentiel Asie-Pacifique (APTA).

2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

2.1 Économie nationale

2.1.1 Record de croissance récent

2.1. Le PIB nominal du pays est passé de 2 000 milliards d'USD en 2014/15 à 2 700 milliards d'USD en 2018/19. Selon les estimations, le PIB réel a augmenté de 7% et de 6,1% en 2017/18 et 2018/19, respectivement. Bien que le taux de croissance pour l'année 2019/20 ait été initialement estimé à 5%, en raison de la COVID-19, il devrait se situer aux alentours de 4,2%. Du côté de la demande, s'agissant du PIB, la variation en pourcentage des dépenses de consommation du secteur public et des dépenses de consommation du secteur privé est estimée à 11,8% et 5,3%, respectivement, en 2019/20.

2.2. Les estimations au niveau désagrégé (tableau 1) indiquent que le secteur agricole et les secteurs connexes ont progressé de 4% en 2019/20, contre une croissance annuelle de 0,6% en 2015/16. Par rapport au secteur agricole, le secteur industriel a affiché de meilleurs résultats entre 2015/16 et 2018/19.

Tableau 1 Croissance de la valeur ajoutée brute (VAB), aux prix de base constants (2011/12) (%)

Année	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18 ^a	2018/19 ^b	2019/20 ^c
Agriculture, sylviculture et pêche	-0,2	0,6	6,8	5,9	2,4	4,0
Industrie	7,0	9,6	7,7	6,3	4,9	0,9
Industries extractives	9,7	10,1	9,8	4,9	-5,8	3,1
Industrie manufacturière	7,9	13,1	7,9	6,6	5,7	0,03
Fourniture d'électricité, de gaz et d'eau	7,2	4,7	10,0	11,2	8,2	4,1
Construction	4,3	3,6	5,9	5,0	6,1	1,3
Services	9,8	9,4	8,5	6,9	7,7	5,5
Valeur ajoutée brute aux prix de base	7,2	8,0	8,0	6,6	6,0	3,9
Produit intérieur brut	7,4	8,0	8,3	7,0	6,1	4,2

a Deuxième estimation révisée.

b Première estimation révisée.

c Estimation provisoire.

Source: Office national de la statistique (NSO), Ministère de la statistique et de la mise en œuvre des programmes (MoSPI).

2.3. La décomposition sectorielle de la valeur ajoutée brute (VAB) montre l'importance croissante du secteur des services pour l'économie indienne. La part du secteur des services dans la valeur ajoutée brute (VAB) est passée de 52,3% en 2015/16 à 54,8% en 2019/20. Par ailleurs, la part du secteur agricole a légèrement augmenté, passant de 17,7% en 2015/16 à 17,8% en 2019/20. La part du secteur industriel est tombée de 30% en 2015/16 à 27,5% en 2019/20.

Tableau 2 Part en pourcentage des différents secteurs dans la VAB aux prix de base

Année	Agriculture ^a	Industrie ^b	Services ^c
2015/16	17,7	30,0	52,3
2016/17	18,0	29,3	52,6
2017/18	18,0	29,2	52,8
2018/19	17,1	28,9	54,0
2019/20 ^d	17,8	27,5	54,8

- a L'agriculture comprend l'agriculture, la sylviculture et la pêche, ainsi que les industries extractives.
b L'industrie comprend la fabrication, la construction et la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau.
c Les services comprennent le commerce, l'hôtellerie et la restauration, les transports, l'entreposage et la communication, le financement, l'immobilier et les services fournis aux entreprises, ainsi que les services collectifs, sociaux et personnels.
d Estimation provisoire.

Source: Office national de la statistique, MoSPI.

2.1.2 Épargne et investissement

2.4. La part de l'épargne intérieure brute dans le PIB a légèrement augmenté, passant de 32,1% en 2015/16 à 32,2% en 2018/19. La formation brute de capital, en part du PIB, était de 34,5% en 2015/16 et a légèrement augmenté pour atteindre 35,6% en 2018/19.

2.1.3 Inflation

2.5. L'Inde a connu une inflation modérée ces dernières années. L'inflation au détail est tombée de 4,9% en 2015/16 (sur la base de l'indice des prix à la consommation – composite, nouvelle série) à 3,4% en 2018/19 (indice des prix à la consommation - composite). La forte inflation a été maîtrisée principalement grâce à la forte réduction de l'inflation des prix des produits alimentaires. La baisse des prix du pétrole brut et la mise en place d'un cadre de politique monétaire pour le ciblage de l'inflation depuis août 2016 sont quelques-uns des facteurs importants qui ont permis de garder l'inflation sous contrôle. Toutefois, l'IPC a augmenté au cours des derniers mois et s'est établi à 6,9% (chiffre provisoire) pour juillet 2020 et à 6,2% pour juin 2020, principalement en raison d'une hausse de l'inflation des prix des produits alimentaires.

2.1.4 Situation de l'emploi et du marché du travail

2.6. Selon les dernières estimations fondées sur l'Enquête périodique sur la population active, 2018/19, la part des employés à titre régulier/salariés a augmenté de 5 points de pourcentage, passant de 18% en 2011/12 à 23% en 2017/18, sur la base du statut habituel. En termes absolus, il y a eu un bond considérable d'environ 26,2 millions de nouveaux emplois dans cette catégorie, dont 12,1 millions dans les zones rurales et 13,9 millions dans les zones urbaines. En outre, l'emploi formel total est passé de 8% à 9,98% au cours de cette période. En termes absolus, le nombre de travailleurs ayant un emploi formel est passé de 38 millions en 2011/12 à 47 millions en 2017/18.

2.2 Résultats commerciaux

2.2.1 Exportations, importations de marchandises et balance commerciale

Volume total des échanges et déficit commercial

2.7. Le commerce total des marchandises (exportations plus importations) de l'Inde en pourcentage du PIB a affiché une tendance inégale. Après avoir diminué, tombant de 37% en 2015/16 à 36% en 2016/17, il a affiché une croissance régulière et atteint 41% en 2018/19 (tableau 3). Toutefois, il est tombé à 37,8% en 2019/20. Le ralentissement de la production mondiale a certainement eu une incidence sur la réduction du ratio exportations/PIB.⁵

⁵ https://www.indiabudget.gov.in/economicssurvey/doc/vol2chapter/echap03_vol2.pdf.

Tableau 3 Commerce des marchandises: exportations, importations, balance commerciale et ouverture commerciale

Année	Valeur, en milliards d'USD					Ratios, sur la base de l'USD			
	Exportations		Importations		Balance commerciale	Exportations, en % du PIB	Importations, en % du PIB	Balance commerciale, en % du PIB	Ouverture commerciale (échanges, en % du PIB)
	Exportations	Croissance, en %	Importations	Croissance, en %					
2015/16	262,3	-15,5	381,0	-14,9	-118,7	15,1	21,9	-6,8	37,0
2016/17	275,9	5,2	384,4	0,9	-108,5	15,0	21,0	-5,9	36,0
2017/18	303,5	10	465,6	21,1	-162,1	14,8	22,8	-7,9	37,6
2018/19	330,1	8,7	514,0	10,4	-184	16,4	25,5	-9,1	41,9
2019/20	313,2	-5,11	474,0	-7,80	-160,8	15,0	22,7	-7,7	37,8

Sources: Direction générale de l'information et des statistiques commerciales (DGCIS), Banque centrale de l'Inde (RBI) et Office national de la statistique (NSO).

2.8. En 2019/20, les principaux groupes de produits de base du panier des exportations indiennes en pourcentage étaient les produits chimiques et les produits connexes (14,4%), le pétrole brut et les produits pétroliers (13,2%), les pierres gemmes et les bijoux (11,5%), les textiles et produits connexes (10,8%), les machines et appareils électriques (9,1%), l'agriculture et les produits connexes (8,4%) et les métaux communs (7,6%).

Commerce des marchandises

2.9. Au cours de la période allant de 2015/16 à 2019/20, les exportations de marchandises indiennes ont affiché une tendance à la hausse pendant la majeure partie de la période, augmentant à un taux annuel moyen de 1,7% (graphique 1), à l'exception de la baisse enregistrée en 2019/20. En 2018/19, les exportations indiennes ont atteint la barre des 330 milliards d'USD, grâce aux taux de croissance positifs des trois années précédentes. Toutefois, elles ont diminué de (-) 5,1% pour s'établir à 313,2 milliards d'USD en 2019/20. La baisse des exportations est attribuée à la faiblesse de la demande extérieure, affaiblie par le ralentissement de l'investissement mondial.⁶

2.10. Au cours de la période de cinq ans considérée (2015/16 à 2019/20), les importations ont progressé à un taux annuel moyen de 1,9% (graphique 1). En 2019/20, les importations ont diminué de (-) 7,8% pour s'établir à 474 milliards d'USD, contre 514 milliards d'USD en 2018/19. La forte contraction des importations s'explique principalement par la chute des activités de production industrielle et de la consommation intérieure.

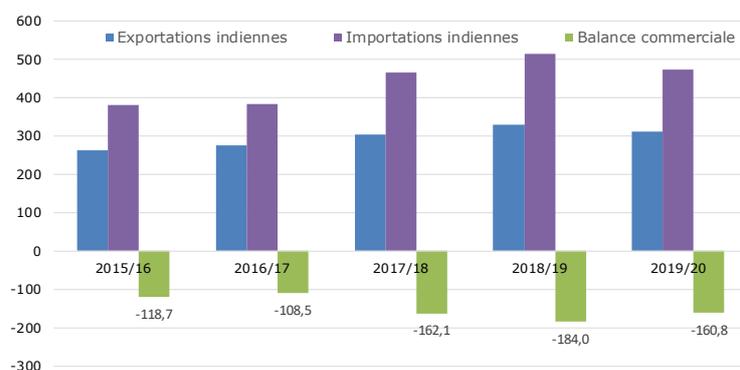
2.11. En 2019/20, les groupes de produits ci-après représentaient presque 75% des importations totales de l'Inde: pétrole brut et produits pétroliers (27,5%); pierres gemmes et bijoux (11,5%); articles électroniques (11,1%); machines (9,5%); et produits chimiques et produits connexes (9,3%).

Graphique 1 Taux de croissance des exportations et des importations

⁶ https://www.indiabudget.gov.in/economicssurvey/doc/vol2chapter/echap03_vol2.pdf.

2.12. Le déficit du commerce des marchandises, en pourcentage du PIB, est passé de 6,8% en 2015/16 à 7,7% en 2019/20. Entre 2015/16 et 2019/20, il est passé de 118,7 milliards d'USD en 2015/16 à 160,8 milliards d'USD en 2019/20 (graphique 2). La forte dépendance à l'égard des importations de produits de base essentiels, y compris le pétrole brut, le gaz, le charbon, les légumineuses, les huiles alimentaires, les engrais, l'électronique, les chaussures, etc., a maintenu le déficit commercial de l'Inde à un niveau élevé.

Graphique 2 Commerce des marchandises: exportations, importations et balance commerciale (milliards d'USD)



Source: Direction générale de l'information et des statistiques commerciales (DGCIS).

2.2.2 Répartition géographique du commerce des marchandises

2.13. Les échanges de l'Inde se sont considérablement diversifiés ces dernières années, ce qui a aidé à faire face à la faiblesse de la demande mondiale. Au niveau régional, les parts de l'Inde dans les exportations à destination de l'Amérique du Nord et de l'Europe et de l'Asie centrale ont augmenté au fil des ans, passant respectivement de 14% et 19% en 2014/15 à 19% et 19,5% en 2019/20. Toutefois, les États-Unis d'Amérique restent la première destination des exportations indiennes, avec une part de 17%, suivis par les Émirats arabes unis (9,2%) et la Chine (5,3%) en 2019/20.

2.14. La part des exportations indiennes à destination de la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a légèrement diminué, tombant de 10,25% en 2014/15 à 10,07% en 2019/20, et celle des exportations à destination du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est tombée de 21,33% en 2014/15 à 18,05% en 2019/20. Toutefois, les exportations à destination de l'Asie du Sud ont légèrement augmenté, passant de 6,6% en 2014/15 à 7% en 2019/20, avec des taux de croissance élevés à destination de tous les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), à l'exception de Sri Lanka et du Pakistan. Les exportations à destination de la Chine ont augmenté de 39,2%, tandis que, pendant la période considérée, les exportations à destination du Japon ont diminué de 16,06%.

2.15. En ce qui concerne les importations, les parts de l'Europe et de l'Asie centrale, ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, dans les importations de l'Inde sont tombées respectivement de 16,7% et 25,8% en 2014/15 à 15,5% et 24,0% en 2019/20. La part de l'Asie du Sud a atteint 0,8% en 2019/20. La part de l'Amérique du Nord dans les importations de l'Inde est passée de 6,5% à 9,3% au cours de la même période. La Chine est la principale source des importations indiennes, avec 13,7% des importations totales de l'Inde, suivie par les États-Unis (6,9%), les Émirats arabes unis (5,8%) et l'Arabie saoudite (5,5%) en 2019/20.

2.16. En 2019/20, les trois principaux partenaires commerciaux de l'Inde étaient les États-Unis, la Chine et les Émirats arabes unis, la première position échappant à la Chine au cours des deux dernières années.

2.2.3 Commerce des services

2.17. L'évolution de la composition des exportations de services depuis 2014/15 montre que la part des secteurs tels que les transports, les logiciels et les services financiers a enregistré une baisse en 2019/20. La part des services de communication est restée inchangée. Toutefois, la part des voyages

et des services fournis aux entreprises a augmenté. Bien que la part des services logiciels ait diminué de 2,6 points de pourcentage au cours de la même période pour atteindre 43,7% des exportations totales de services en 2019/20, les exportations de services de l'Inde restent largement concentrées sur les services logiciels. Ce secteur représente plus du double de la part du deuxième élément, les services fournis aux entreprises.

2.18. Selon les données de l'OMC, la part de l'Inde dans les exportations mondiales de services commerciaux a augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie pour atteindre 3,5% en 2018, soit le double de la part des exportations mondiales de marchandises (1,7%). L'Inde se classe maintenant au 8^{ème} rang des principaux exportateurs mondiaux de services commerciaux. Elle continue d'enregistrer de bons résultats en matière de croissance par rapport aux autres grands pays exportateurs de services, ainsi qu'une croissance des exportations mondiales de services. Les exportations de services de l'Inde ont dépassé les exportations de marchandises au cours de la période allant de 2015/16 à 2019/20, enregistrant un taux de croissance composé annuel (TCAM) de 8,4%, soit un niveau supérieur au TCAM des exportations de marchandises (4,7%) enregistré au cours de la même période. En 2019/20, les exportations de services ont enregistré une croissance de 2,5% par rapport à l'année précédente, grâce à des résultats solides dans certains secteurs importants comme les services de logiciels, les services fournis aux entreprises, les services de transport, les services relatifs aux voyages et les services de communication. Les exportations de logiciels ont enregistré une croissance de 11,5% en 2019/20 par rapport à 2018/19. Les importations de services ont augmenté de 1,8% pour atteindre 128 milliards d'USD en 2019/20, contre 126,1 milliards d'USD en 2018/19. Les principales catégories d'importations de services comprenaient les services fournis aux entreprises, les services de transport, les services relatifs aux voyages et les services logiciels. Un bon excédent des services assure un flux régulier de recettes courantes, finançant 53,9% du déficit du commerce des marchandises en 2019/20 (tableau 4).

Tableau 4 Commerce des services (milliards d'USD)

Période	Exportations	Importations	Net
2013/14	151,8	78,7	73,1
2014/15	158,1	81,6	76,5
2015/16	154,3	84,6	69,7
2016/17	164,2	95,9	68,3
2017/18	195,1	117,5	77,6
2018/19	208,0	126,1	81,9
2019/20	213,2	128,3	84,9

Source: Banque centrale de l'Inde.

2.19. Reconnaisant l'énorme potentiel du secteur des services, dans le cadre d'une nouvelle initiative, le gouvernement indien accorde une attention particulière à 12 "secteurs modèles dans le domaine des services" à savoir, les technologies de l'information et les services reposant sur les technologies de l'information, les services de tourisme et d'hôtellerie, les voyages à valeur médicale, les services de transport et de logistique, les services comptables et financiers, les services audiovisuels, les services juridiques, les services de communication, les services de construction et services d'ingénierie connexes, les services environnementaux, les services financiers et les services d'éducation. Des ministères/départements responsables ont été identifiés pour finaliser et mettre en œuvre des plans d'action en vue d'exploiter pleinement le potentiel de ces secteurs.

2.20. Pour promouvoir un plus grand commerce des services entre l'Inde et le reste du monde, le gouvernement organise chaque année une exposition mondiale sur les services (GES).⁷ Le principal objectif de l'exposition est de créer une plate-forme mondiale pour développer le commerce des services. L'exposition devrait permettre de renforcer la coopération stratégique et d'établir des synergies pour améliorer les relations multilatérales entre toutes les parties prenantes, exploiter le potentiel d'exportation des services et accroître les flux d'IED dans le secteur des services. Parmi les autres événements sectoriels importants (rencontres inversées entre acheteurs et vendeurs) soutenus par le gouvernement figurent "Advantage Health Care India" , qui vise à promouvoir les voyages à valeur médicale, et "Higher Education Summit", qui vise à promouvoir la marque "Study in India".

⁷ <https://www.gesindia.in/>.

2.3 Profil d'investissement

2.3.1 Investissement étranger direct (IED) et investissement étranger de portefeuille (IEP)

2.21. En 2019/20, les flux entrants d'IED ont atteint un niveau record de 74,39 milliards d'USD (tableau 5), soit une hausse de 20% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Singapour, Maurice, les Pays-Bas, les États-Unis et le Japon ont été les principales sources de flux d'IED à destination de l'Inde en 2019/20. Les principaux secteurs bénéficiaires de l'IED sont le secteur des services, les logiciels et matériels informatiques, les services de communication, les services financiers, le commerce de détail et de gros et les services financiers.

Tableau 5 Flux entrants d'IED et IEP net (milliards d'USD)

Exercice financier	Flux entrants totaux d'IED	IEP net
2013/14	36,0	5,0
2014/15	45,1	40,9
2015/16	55,6	-4,0
2016/17	60,2	7,0
2017/18	61,0	22,0
2018/19	62,0	-2,2
2019/20	74,4	0,6

Source: Banque centrale de l'Inde.

2.22. Un flux entrant net d'IEP atteignant 0,6 milliard d'USD a été enregistré en 2019/20 contre une sortie nette de 2,2 milliards d'USD l'année précédente. Le modeste flux entrant net d'IEP en 2019/20 s'explique par des ventes massives en mars 2020 induites par des préoccupations liées à la COVID-19.

2.3.2 Investissements sortants de l'Inde

2.23. Au cours de la période à l'examen, l'IDE sortant net de l'Inde a affiché une tendance contrastée, se chiffrant à 9,2, 4, 8,9, 6,6, 9,1, 12,6 et 13 milliards d'USD au cours des années allant de 2013/14 à 2019/20. En 2019/20, les principales destinations de l'IDE sortant de l'Inde étaient notamment Singapour, les États-Unis, le Royaume-Uni, Maurice et la Suisse. Les services financiers, les services d'assurance et les services fournis aux entreprises ont représenté la part la plus importante de l'IDE sortant de l'Inde en 2019/20, suivis par le secteur manufacturier, le commerce de gros et de détail, la restauration et l'hôtellerie, les services de transport, de stockage et de communication et la construction.

2.4 Politique monétaire et budgétaire

2.24. En mai 2016, le gouvernement a modifié la Loi de 1934 sur la Banque centrale de l'Inde pour établir un cadre de politique monétaire révisé. En vertu de la loi modifiée, l'objectif d'inflation doit être fixé par le gouvernement, en consultation avec la Banque centrale de l'Inde, une fois tous les cinq ans. La Loi établit en outre une base légale pour la constitution d'un Comité de politique monétaire (MPC) habilité. Le gouvernement a fixé un objectif d'inflation de 4% avec un niveau de tolérance de +/-2% pour la période allant du 5 août 2016 au 31 mars 2021.⁸

2.25. Le déficit budgétaire du gouvernement indien en pourcentage du PIB a été en moyenne de 3,62% pendant la période allant de 2015/16 à 2019/20 (estimations révisées). La dette du gouvernement central, qui était budgétisée à 48% du PIB en 2019/20, a été revue à la hausse et représente 50,3% du PIB selon les estimations révisées pour 2019/20. Cela s'explique principalement par le fait qu'un déficit budgétaire de 3,8% du PIB a été autorisé selon les estimations révisées pour 2019/20. En pourcentage du PIB, la dette du gouvernement central devrait diminuer légèrement pour tomber à 50,1% en 2020/21, puis diminuer à un rythme plus élevé au cours des années de projection pour tomber à 45,5% en 2022/21. Les emprunts devraient diminuer à moyen terme avec une augmentation du recouvrement des recettes.⁹

⁸ <https://www.rbi.org.in/Scripts/PublicationsView.aspx?id=19439>.

⁹ <https://www.indiabudget.gov.in/doc/frbm2.pdf>.

3 RÉFORMES: POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET AUTRES INITIATIVES

3.1 Réformes économiques et amélioration de la fourniture de services

3.1.1 Taxe sur les marchandises et les services

3.1. L'introduction de la taxe sur les marchandises et les services, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, a constitué une étape très importante dans le domaine des réformes fiscales indirectes en Inde. En fusionnant un grand nombre d'impôts du gouvernement central et des États en une taxe unique, la taxe sur les marchandises et les services vise à atténuer les effets néfastes de la taxation en cascade ou de la double imposition et ouvre la voie à un marché national commun. La taxe sur les marchandises et les services remplace des taxes telles que le droit d'accise central, la taxe sur les services, la taxe d'État sur la valeur ajoutée, l'octroi, la taxe sur les produits de luxe, la taxe sur les achats, etc. L'introduction de la taxe sur les marchandises et les services vise à neutraliser totalement les taxes sur les intrants tout au long de la chaîne de valeur de la production et de la distribution. Cela devrait rendre les produits indiens compétitifs sur les marchés intérieur et international. Le gouvernement a déployé des efforts concertés pour améliorer le respect des obligations fiscales et le recouvrement des recettes fiscales grâce à une automatisation complète des processus opérationnels, à l'application d'un mécanisme de connaissements électroniques, à une action ciblée en matière de vérification du respect des obligations, à des mesures d'application fondées sur l'évaluation des risques et à l'introduction projetée d'un système de facturation électronique.

3.1.2 Code sur l'insolvabilité et la faillite

3.2. Le Code sur l'insolvabilité et la faillite¹⁰, qui a été promulgué en 2016, prévoit un mécanisme de résolution de l'insolvabilité des débiteurs dans un délai déterminé. Cela vise à maximiser la valeur de leurs actifs, en vue de promouvoir l'activité entrepreneuriale, la disponibilité du crédit et l'équilibre des intérêts de toutes les parties prenantes. Le Code établit une distinction entre les aspects commerciaux des procédures d'insolvabilité et de faillite et les aspects judiciaires. Il habilite les parties prenantes et l'autorité juridictionnelle à trancher les questions relevant de leur domaine de compétence respectif et leur permet de le faire rapidement.

3.1.3 Fusion des banques du secteur public

3.3. En principe, les fusions devraient générer des synergies en matière de rationalisation de la main-d'œuvre, de simplification des activités associée à des améliorations notables de l'efficacité, de meilleures pratiques en matière de gestion des risques et de rationalisation des risques, ainsi que de répartition plus efficace des capitaux. En ce qui concerne spécifiquement le système bancaire, elles devraient également permettre la diffusion des meilleures pratiques dans tous les domaines. Elles sont susceptibles de favoriser une expansion plus organisée des activités bancaires, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif d'inclusion financière du gouvernement. En gardant à l'esprit les avantages potentiels susmentionnés des regroupements, deux banques du secteur public, à savoir la Vijaya Bank et la Dena Bank, ont fusionné avec la Bank of Baroda le 1^{er} avril 2019. Dans la foulée, à compter du 1^{er} avril 2020, 10 banques du secteur public ont fusionné en quatre entités (l'Oriental Bank of Commerce et l'United Bank of India ont fusionné avec la Punjab National Bank; la Syndicate Bank avec la Canara Bank; la Andhra Bank et la Corporation Bank avec la Union Bank of India; et la Allahabad Bank avec la Indian Bank). Cela devrait créer les banques de la prochaine génération ayant une forte présence nationale et mondiale.¹¹

3.1.4 Place de marché électronique pour les achats publics

3.4. La place de marché électronique pour les achats publics (GeM-SPV) a été créée en tant que portail national des achats publics le 17 mai 2017.¹² Constituée en société sous la forme d'une société détenue à 100% par l'État destinée à permettre aux organismes du gouvernement central et des gouvernements des États de réaliser leurs achats de marchandises et de services, la GeM offre aux fournisseurs (équipementiers, revendeurs, fournisseurs de services) une plate-forme

¹⁰ <https://www.ibbi.gov.in/legal-framework/act>.

¹¹ <https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=1605147#:~:text=2020%20and%20would%20result%20in,effectively%20in%20India%20and%20globally>.

¹² <https://gem.gov.in/>.

ouverte et inclusive pour s'inscrire et fournir la liste de leurs produits/services sans aucune barrière à l'entrée. Il n'y a pas de droit d'enregistrement ni de frais de référencement sur GeM. Il s'agit d'une plate-forme sans contact, sans papier et sans espèces, sur laquelle l'authentification des utilisateurs s'effectue par l'intégration d'une API. En août 2020, plus de 46 230 organismes publics et plus de 447 000 fournisseurs étaient inscrits sur le portail. En outre, plus de 7 889 catégories de produits, comprenant environ 2,17 millions de produits et 135 services, sont disponibles sur GeM.

3.1.5 Initiative "Make in India"

3.5. L'initiative "Make in India" a été lancée en 2014, avec pour principal objectif de faire de l'Inde un pôle manufacturier mondial. Ceci sera réalisé grâce à la facilitation de l'investissement, la promotion de l'innovation, le renforcement des compétences et la construction d'infrastructures manufacturières de qualité. Cette initiative a été réexaminée et porte maintenant sur 27 secteurs [15 secteurs manufacturiers et 12 secteurs de services] et s'appelle désormais "Make in India 2.0". Les investisseurs potentiels sont attirés par des organismes publics spécialisés ainsi que par les gouvernements des États et les missions indiennes à l'étranger. Une cellule d'autorisation des investissements a été établie en tant que plate-forme numérique à guichet unique pour l'obtention de toutes les autorisations/approbations requises au niveau central et au niveau des États. Cette initiative est soutenue par une banque foncière dotée de systèmes d'information géographique (SIG) permettant aux investisseurs de rechercher les parcelles disponibles et les modes d'utilisation des terres dans différentes régions, sur une plate-forme en ligne. Un groupe de secrétaires habilités du gouvernement indien, dirigé par le Secrétaire du Cabinet, a également été constitué pour prendre des décisions sur les questions de politique transversale en vue de faciliter et d'accélérer l'investissement intérieur et étranger. Parallèlement, des cellules pour le développement de projets en vue de mettre en place des projets dans lesquels investir ont également été créées dans les différents ministères administratifs afin d'accélérer la coordination entre le gouvernement central et les gouvernements des États. Ces mesures renforcent l'engagement du gouvernement de promouvoir l'Inde en tant que destination propice à l'investissement dans le monde entier, tout en améliorant la facilité de faire des affaires pour les investisseurs.

3.1.6 Programme "Digital India"

3.6. Le programme "Digital India"¹³ est un programme phare du gouvernement indien dont l'objectif est de faire de l'Inde une société et une économie du savoir reposant sur le numérique. Le programme "Digital India" est axé sur trois conceptions clés: l'infrastructure numérique en tant qu'outil essentiel pour chaque citoyen; la gouvernance et les services à la demande; et l'autonomisation numérique des citoyens. Le programme "Digital India" vise à fournir l'impulsion nécessaire aux neuf piliers des domaines de croissance, à savoir les autoroutes à haut débit; l'accès universel à la connectivité mobile; le programme d'accès public à Internet; la gouvernance électronique: réformer l'administration grâce à la technologie; e- Kranti: fourniture électronique de services; l'information pour tous; la fabrication de produits électroniques; les technologies de l'information en faveur de l'emploi; et les programmes pour l'obtention de résultats rapides. Chacun de ces domaines est en lui-même un programme général et concerne de nombreux ministères et départements.

3.1.7 Initiative "Startup India"

3.7. L'initiative "Startup India"¹⁴ est une initiative phare du gouvernement indien, qui entend mettre en place un écosystème solide propice à la croissance des jeunes entreprises et à la création d'emplois à grande échelle. Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement vise à donner aux jeunes entreprises les moyens de croître grâce à l'innovation et à la conception. Plusieurs programmes ont été entrepris depuis le lancement de l'initiative le 16 janvier 2016. Ces programmes ont stimulé la culture de la création d'entreprises, de nombreux entrepreneurs tirant parti des avantages pour créer leur propre entreprise en Inde. Dans le cadre de l'initiative "Startup India", les entreprises admissibles peuvent être reconnues comme de jeunes entreprises par les pouvoirs publics. Cela leur permet d'avoir accès à un respect des obligations facilité, à des procédures accélérées en matière de DPI et d'obtenir certains avantages tels qu'une remise sur les droits de

¹³ <https://digitalindia.gov.in/>.

¹⁴ <https://www.startupindia.gov.in/>.

dépôt de brevets/marques, etc. Au 31 juillet 2020, 34 226 jeunes entreprises avaient été reconnues dans le cadre de cette initiative.

3.1.8 Développement des compétences

3.8. L'Inde est l'une des nations les plus jeunes du monde. Pour relever le défi du renforcement des compétences des jeunes, le Ministère du développement des compétences et de l'entrepreneuriat (anciennement "Département") a été créé en novembre 2014 pour piloter le programme "Skill India" en "mode mission". Il s'agit de faire converger les initiatives existantes en matière de formation professionnelle et d'associer l'ampleur et la qualité des efforts en matière de renforcement des compétences le plus rapidement possible. Pradhan Mantri Kaushal Vikas Yojana (PMKVY) est le programme phare du Ministère du développement des compétences et de l'entrepreneuriat (MSDE) mis en œuvre par la Société nationale pour le développement des compétences. La Société nationale pour le développement des compétences a été lancée le 15 juillet 2015 à l'occasion de la Journée mondiale des compétences des jeunes pour réaliser la vision "Skilled India". Elle vise à procurer la capacité institutionnelle nécessaire pour former au moins 300 millions de personnes qualifiées d'ici à l'année 2022. Au 17 janvier 2020, 4,03 millions de candidats avaient été formés dans le cadre de cours de formation de courte durée. Sur ces candidats certifiés, 1,6 million de candidats ont bénéficié de possibilités de placement.

3.1.9 Transfert direct des prestations

3.9. Le transfert direct des prestations est une initiative en matière de réforme de la gouvernance visant à améliorer de façon générale la prestation de services publics en Inde. Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de transfert direct des prestations en Inde, le mécanisme de conception et de fourniture des prestations n'a cessé d'évoluer, avec un recours accru au programme JAM, qui associe Jan Dhan (un programme national d'inclusion financière pour l'ouverture de comptes pour les petites transactions par l'intermédiaire de Pradhan Mantri Jan Dhan Yojna), Aadhaar (le système d'identification numérique national indien, utilisé pour identifier et authentifier les bénéficiaires) et Mobile. Le transfert direct des prestations a pu contribuer à une économie "sans visage, sans papier, sans espèces" et permettre d'obtenir une plus grande transparence, un meilleur ciblage, le versement des prestations en temps opportun, une meilleure reddition de comptes et une réduction des coûts de fourniture et des pertes dans l'ensemble des programmes publics.

3.1.10 Mission "Mudra"

3.10. Le programme Pradhan Mantri Mudra Yojana (PMMY)¹⁵ a été lancé le 8 avril 2015 en vue d'accorder des prêts allant jusqu'à 1 million de roupies aux petites et microentreprises non agricoles non constituées en sociétés. Ces prêts sont considérés comme des prêts MUDRA dans le cadre du PMMY et sont accordés par les banques commerciales, les banques rurales régionales (RRB), les petites banques de financement, les établissements de microfinancement et les sociétés financières non bancaires. Les emprunteurs peuvent s'adresser à l'un quelconque de ces établissements de prêt susmentionnés ou présenter une demande en ligne via un portail dédié. L'Agence de développement et de refinancement des micro-unités (MUDRA) a été créée par le gouvernement pour fournir une aide au refinancement aux établissements financiers qui accordent des prêts à des micro/petites entreprises exerçant des activités manufacturières, commerciales et de services. Dans le cadre du PMMY, la MUDRA a créé trois produits, à savoir le "Shishu" (couvrant des prêts allant jusqu'à 50 000 roupies), le "Kishore" (couvrant des prêts allant de 50 000 à 500 000 roupies) et le "Tarun" (couvrant des prêts allant de 500 000 à 1 million de roupies), pour tenir compte du stade de croissance/de développement et des besoins de financement de la micro-unité/de l'entrepreneur bénéficiaire et fournir également un point de référence pour la prochaine phase d'évolution/de croissance. Le nombre total de prêts accordés au titre du programme PMMY entre 2015/16 et 2020/21 (jusqu'au 7 août 2020) s'élève à 250 millions, le montant approuvé s'élevant à 12 700 milliards de roupies.

3.2 Réformes de la politique du travail

3.11. Un certain nombre d'initiatives ont été prises pour renforcer la sécurité, la sûreté, la santé et la sécurité sociale de chaque travailleur et pour faciliter le respect des obligations pour gérer un

¹⁵ <https://www.mudra.org.in/#:~:text=MUDRA%20Mission,economic%20success%20and%20financial%20security.per cent22>.

établissement afin de stimuler la création de possibilités d'emploi. Ces initiatives comprennent des réformes de la gouvernance grâce au recours à des mesures de gouvernance électronique et à des réformes législatives en simplifiant, fusionnant et rationalisant les 29 lois sur le travail existantes en 4 codes du travail, à savoir le Code des salaires, le Code de la sécurité et de la santé au travail et des conditions de travail, le Code des relations industrielles et le Code de la sécurité sociale. Ces codes garantissent un salaire minimum ainsi que le paiement en temps voulu des salaires à tous les employés et tous les travailleurs, ainsi qu'une inspection aléatoire fondée sur les risques indépendante de la juridiction au moyen d'un système informatique centralisé afin d'accroître la responsabilité et la transparence.

3.12. Pour encourager la participation des femmes à l'économie, divers programmes/réformes législatives sont également en cours. Un certain nombre de mesures de protection ont été incorporées dans diverses lois sur le travail en vue de créer un environnement de travail agréable pour les travailleuses, prévoyant par exemple des garderies pour les enfants, du temps libre pour nourrir les enfants, l'augmentation de la durée du congé de maternité rémunéré qui passe de 12 semaines à 26 semaines, des dispositions prévoyant des crèches obligatoires dans les établissements employant 50 employés ou plus, la possibilité pour les travailleuses d'effectuer des horaires de nuit avec des mesures de sécurité appropriées, etc.

3.13. Un portail Web unifié "Shram Suvidha Portal" a été lancé afin d'assurer la transparence et la responsabilité en matière d'application des lois sur le travail et de faciliter le respect des obligations, de permettre le téléchargement des rapports d'inspection dans les 48 heures et le traitement rapide des plaintes.¹⁶

4 FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES ET FACILITATION DES ÉCHANGES

4.1. Le commerce est un aspect vital de la stratégie de développement de l'Inde et un catalyseur de la compétitivité économique du pays. Le gouvernement a donc pris plusieurs mesures pour améliorer l'environnement commercial en favorisant diverses simplifications d'infrastructure et de fonctionnement pour les entreprises. En gardant ces objectifs à l'esprit, l'Inde a également ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) le 22 avril 2016. Ces dernières années, les mesures de facilitation des échanges prises par le gouvernement ont contribué à réduire drastiquement les délais et les coûts liés au respect des obligations à la frontière et des obligations en matière documentaire en ce qui concerne les exportations et les importations. Cela est reflété par le classement du pays à la 68^{ème} position pour ce qui est de l'indicateur du commerce transfrontalier dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, ce qui représente une nette amélioration par rapport à la 126^{ème} position occupée en 2015. Parmi les mesures de facilitation prises pour faciliter les activités des entreprises figurent les suivantes.

- Introduction de la taxe sur les marchandises et les services, qui a supprimé une multitude de taxes au niveau central et au niveau des États.
- Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés de 30% à 22% pour les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires s'élève au maximum à 4 milliards de roupies.
- Mise en place du "guichet unique des douanes indiennes" pour permettre aux négociants de déposer leurs documents de dédouanement en ligne à un seul endroit. Ce guichet s'appuie sur le portail e-SANCHIT qui permet au commerçant de télécharger en ligne les documents justificatifs.
- Introduction du contrôle après dédouanement des envois identifiés par le système de gestion des risques (SGR). Cela a réduit le nombre d'envois qui doivent être inspectés à l'arrivée.
- Facilitation accrue par les douanes indiennes grâce au programme d'opérateurs économiques agréés (OEA) numérisé.

¹⁶ <https://shramsuvudha.gov.in/home>.

- Livraison directe au port et entrée directe au port facilitant les dédouanements accélérés dans les ports.
- Création d'une plate-forme de certification électronique de l'origine (e-CoO), qui permet la délivrance électronique d'un certificat d'origine pour les exportations préférentielles. Cela facilitera également l'échange en ligne de ce type de certificats avec les pays partenaires d'ALE.¹⁷
- L'autogénération, 24 heures/24, 7 jours/7, d'un code d'importateur-exportateur (e-IEC) a été autorisée pour aider les exportateurs et faciliter la prestation de services.
- De nouvelles initiatives, telles que "TURANT Customs", visent à rendre le dédouanement plus rapide, sans visage et sans contact direct.
- Le dédouanement *suo motu* des envois à faible risque, ainsi que l'installation de scanners "au volant" dans les principaux ports, à commencer par le Jawaharlal Nehru Port ou Nhava Sheva, à Navi Mumbai (le plus grand port de l'Inde), ce qui a permis de réduire sensiblement le temps de traitement.
- Création d'une nouvelle division de la logistique pour assurer la coordination avec toutes les parties prenantes en vue d'améliorer l'efficacité de l'écosystème logistique.
- Introduction du Code de 2016 sur l'insolvabilité et la faillite prévoyant une procédure limitée dans le temps pour la liquidation en cas d'insolvabilité des sociétés, limitant ainsi la possibilité de retards dans le processus.¹⁸
- Raccordement à l'électricité dans un délai de 7 jours si aucun droit de passage n'est requis et dans un délai de 15 jours si un droit de passage est applicable.
- Facilitation du démarrage des entreprises en accélérant la constitution en société grâce à une demande unique pour la réservation du nom, la constitution d'une nouvelle société et/ou la demande d'attribution d'un DIN, et en supprimant les frais de dépôt pour ces sociétés.
- Réduction du temps et du coût d'obtention des permis de construire grâce à la rationalisation des processus connexes.

4.2. Dans le cadre de l'engagement pris par l'Inde dans le cadre de l'AFE (au titre de l'article 23:2 de l'AFE), un Comité national de la facilitation des échanges (NCTF) a été établi sous la présidence du Secrétaire du Cabinet. Ce comité examine périodiquement la mise en œuvre de l'AFE et facilite la coordination nationale en ce qui le concerne. La formulation du Plan d'action national pour la facilitation des échanges pour 2017-2020 a été l'une des premières mesures du NCTF. Le Plan d'action national pour la facilitation des échanges a été conçu comme un document évolutif contenant 96 mesures spécifiques assignées aux parties prenantes, assorties de calendriers indicatifs pour leur mise en œuvre. Les engagements qui y sont soulignés sont les engagements au titre de l'AFE ainsi que les engagements au titre de l'AFE+ relatifs aux infrastructures et à l'adoption de la technologie. L'objectif commun de ces mesures est de permettre une réduction du délai global de mainlevée associé au dédouanement des marchandises en ce qui concerne:

- les importations – moins de 48 heures pour le transport maritime/les dépôts intérieurs de conteneurs (ICD)/les postes frontières intégrés (ICP) et moins de 24 heures pour le transport aérien;
- les exportations – moins de 24 heures pour le transport maritime/les dépôts intérieurs de conteneurs (ICD)/ les postes frontière intégrés (ICP) et moins de 12 heures pour le transport aérien.

¹⁷ <https://coo.dgft.gov.in/#:~:text=This%20common%20digital%20platform%20is,to%20work%20through%20this%20portal.>

¹⁸ <https://www.ibbi.gov.in/legal-cadre/act.>

4.3. Pour rendre opérationnel le Plan d'action national pour la facilitation des échanges, un mécanisme institutionnel à trois niveaux a été élaboré afin de suivre les progrès accomplis et de redresser la situation de façon appropriée, si nécessaire. L'organisme responsable de ce mécanisme institutionnel, c'est-à-dire le NCTF, est présidé par le Secrétaire du Cabinet du gouvernement indien et comprend des représentants de toutes les parties prenantes concernées. Le Comité responsable est secondé dans ses fonctions par un Comité directeur composé d'un groupe restreint de parties prenantes du secteur public et privé et présidé conjointement par le Secrétaire au commerce et le Secrétaire aux recettes publiques. Ces comités sont eux-mêmes soutenus par des groupes de travail composés d'experts d'institutions compétentes chargées d'une mesure ou d'un projet spécifique de facilitation des échanges.

4.4. Pour la période allant de 2020 à 2023, un nouveau Plan d'action national pour la facilitation des échanges est en cours d'élaboration, dans l'objectif de mener des réformes additionnelles pour renforcer les efforts de facilitation des échanges et transformer l'écosystème de dédouanement transfrontières au moyen de procédures efficaces, transparentes, fondées sur les risques, coordonnées, numériques, fluides et fondées sur la technologie. Ces procédures seraient complétées par des ports maritimes, des aéroports, des postes frontière terrestres, des infrastructures ferroviaires, routières et autres infrastructures logistiques de pointe.

4.5. L'Inde a fait des progrès proactifs en matière de mise en œuvre de l'AFE sous la direction générale du NCTF. Alors que la ventilation des engagements de l'Inde au titre de l'AFE est de 72,3% pour la catégorie "A" et de 27,7% pour la catégorie "B", bon nombre des engagements de la catégorie "B", normalement applicables d'ici à 2022, ont déjà été respectés, à savoir l'établissement d'un guichet unique (article 10:4), la gestion des risques pour le dédouanement des marchandises (article 7:4), l'utilisation du contrôle après dédouanement pour la gestion des risques (article 7:5.4), etc. Cela témoigne de l'engagement de l'Inde en faveur de la facilitation des échanges, l'accent étant mis sur la transparence et l'ouverture.

5 POLITIQUES EN MATIERE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

5.1. Le commerce international est un élément important de l'économie indienne. La Politique de commerce extérieur de l'Inde, qui est le cadre de base de la politique et de la stratégie de promotion du commerce, a été conventionnellement formulée pour cinq ans à la fois et réexaminée périodiquement. La Politique de commerce extérieur pour 2015-2020, annoncée en avril 2015, offrait un cadre pour l'accroissement des exportations de marchandises et de services, ainsi que pour la création d'emplois et l'augmentation de la valeur ajoutée dans le pays. Un examen à mi-parcours de la Politique de commerce extérieur a été entrepris après l'introduction de la taxe sur les marchandises et les services le 1^{er} juillet 2017, et une Politique de commerce extérieur révisée a été annoncée le 5 décembre 2017.¹⁹

5.2. S'agissant de l'élaboration de la Politique de commerce extérieur, l'un des objectifs est d'aligner celle-ci sur les droits et obligations de l'Inde au titre de divers Accords de l'OMC ainsi que sur les besoins de la politique intérieure. Cela ressort clairement de la déclaration de politique de commerce extérieur, qui stipule clairement que dans les négociations commerciales, y compris les questions du Cycle de Doha, l'Inde continuera d'œuvrer à l'élimination de toutes les asymétries dans les règles commerciales multilatérales qui désavantagent les pays en développement.²⁰ La politique de commerce extérieur de l'Inde témoigne de son attachement indéfectible à la libéralisation des échanges et à une intégration plus poussée dans l'économie mondiale.

5.3. La Politique de commerce extérieur vise à créer un environnement politique stable et durable pour le commerce extérieur des marchandises et des services, conformément aux règles de l'OMC. La Politique de commerce extérieur est également alignée sur les priorités plus larges du gouvernement indien, telles que la mise en œuvre de la "taxe sur les marchandises et les services", "Digital India", "Skill India", "Startup India" et des initiatives en matière de facilitation des échanges. Diverses dispositions de la Politique de commerce extérieur visent à faciliter les échanges en réduisant les coûts et les délais de transaction, rendant ainsi les exportations indiennes plus compétitives.

¹⁹ <https://content.dgft.gov.in/Website/NotificationNo41MidTermReviewofFTPEnglish.pdf>.

²⁰ [https://content.dgft.gov.in/Website/ftpst17-051217 %20 \(3\). pdf](https://content.dgft.gov.in/Website/ftpst17-051217 %20 (3). pdf).

5.4. La Politique de commerce extérieur est régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution du paradigme commercial. L'accent a été mis récemment sur la simplification des politiques et des procédures, la réduction de l'intervention manuelle, la communication électronique des autorisations, la vérification électronique et le règlement immédiat des questions liées aux politiques, procédures et systèmes. Cette volonté renouvelée a accru la crédibilité de la prestation de services.

5.5. La flambée de COVID-19 a créé des turbulences dans l'environnement commercial mondial, ce qui a engendré des incertitudes, et l'attention des gouvernements dans le monde entier est axée sur la lutte contre la pandémie. En raison de ces circonstances, la politique de commerce extérieur pour 2015-2020 a été prorogée d'un an.

5.1 Politique en matière d'IED

5.6. Le gouvernement indien s'est efforcé sans relâche de mettre en place une politique d'IED propice et favorable aux investisseurs et, au cours des cinq dernières années, il a entrepris un certain nombre de réformes dans le domaine de l'investissement étranger.

5.7. Les mesures prises par le gouvernement visent à ouvrir de nouveaux secteurs à l'investissement étranger direct, à accroître la limite sectorielle des secteurs existants et à simplifier d'autres conditions de la politique en matière d'IED. Dans cette optique, le gouvernement a supprimé l'ancien Office de réglementation afin de simplifier le processus d'approbation de l'investissement étranger et d'offrir aux investisseurs une facilité de faire des affaires. Dans le cadre du nouveau régime, le processus d'octroi des autorisations d'IED a été simplifié et les travaux liés au traitement des demandes sont désormais assurés par les ministères/départements concernés. Il s'agit là d'une avancée majeure en matière d'assouplissement des conditions réglementaires et de traitement multiple par différents ministères.

5.8. Des réformes ont été menées dans différents secteurs tels que la défense, l'assurance, les pensions, les autres services financiers, les sociétés de reconstruction des actifs, la radiodiffusion, les produits pharmaceutiques, le commerce de détail monomarque, la construction et le développement, l'aviation civile, les bourses de l'électricité, les activités de commerce électronique, l'extraction du charbon, la sous-traitance manufacturière, les médias numériques, etc. L'IED à hauteur de 100% est désormais autorisé en suivant la voie automatique dans la plupart des secteurs/activités.

5.2 Droits de propriété intellectuelle (DPI)

5.9. La politique sur les droits de propriété intellectuelle de l'Inde a été adoptée par le gouvernement indien le 12 mai 2016 en tant que document conceptuel établissant la future feuille de route pour les DPI en Inde.²¹ La politique définit des objectifs tels que la sensibilisation, la création de DPI, le cadre juridique et administratif, les moyens de faire respecter les droits, l'exploitation commerciale des DPI, etc. Les moyens de faire respecter effectivement les DPI ont été au centre des préoccupations du gouvernement. Les douanes indiennes interceptent et saisissent régulièrement des marchandises importées portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, la valeur totale des marchandises importées saisies portant atteinte aux DPI s'élevant à 3,8 milliards de roupies au cours de la période allant du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2020. Le gouvernement indien a également mis au point un ensemble d'outils pour faire respecter les DPI à l'intention des fonctionnaires de police et des douanes. Cet ensemble d'outils pour faire respecter les DPI prévoit: i) des renseignements sur les dispositions juridiques relatives aux infractions pénales en matière de DPI; ii) une liste de contrôle pour l'enregistrement d'une plainte; iii) une liste de contrôle pour la perquisition et la saisie; et iv) des lignes directrices proposées pour la perquisition et la saisie dans les cas d'infractions pénales en matière de propriété intellectuelle.

6 L'INDE ET L'OMC: RENFORCER LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

6.1. L'Inde attache une grande importance à l'OMC et au rôle indispensable de l'institution dans le système commercial multilatéral fondé sur des règles. En tant que fervent partisan du système commercial multilatéral fondé sur des règles, l'Inde est profondément préoccupée par les faits nouveaux qui semblent porter atteinte à l'OMC. L'Inde entend donc faire de son mieux pour relever

²¹ https://dipp.gov.in/sites/default/files/National_IPR_Policy_English.pdf.

les défis auxquels l'OMC est confrontée et s'efforce aussi de faire en sorte que les règles commerciales mondiales favorisent le développement économique dans les pays en développement.

6.1 Organe d'appel

6.2. Un mécanisme de règlement des différends efficace se trouve au cœur d'un système commercial multilatéral fonctionnant bien. Le système de règlement des différends a permis de réduire sensiblement les pratiques commerciales déloyales et a contribué à renforcer le système commercial international fondé sur des règles.

6.3. En tant que fervent partisan du système commercial multilatéral fondé sur des règles, l'Inde estime qu'un système de règlement des différends de l'OMC en deux étapes indépendant, efficace et contraignant est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. L'Inde s'est engagée de manière constructive sur les questions concernant l'Organe d'appel et a coparrainé deux propositions visant à sortir l'Organe d'appel de l'impasse. L'Inde souligne fermement qu'il est important de rétablir l'Organe d'appel rapidement et d'une manière qui préserve les caractéristiques essentielles d'un système de règlement des différends à deux niveaux, le consensus négatif et l'indépendance du mécanisme de règlement des différends.

6.2 Réforme de l'OMC

6.4. Le règlement de l'impasse dans laquelle se trouve l'Organe d'appel doit précéder d'autres réformes, car il n'y a guère d'incitation à négocier de nouvelles règles en l'absence d'un garant indépendant et efficace de ces règles. Le programme de réforme de l'OMC doit être axé sur le développement, préserver les valeurs fondamentales du système commercial multilatéral et renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les accords existants et futurs. Il doit aussi préserver le caractère multilatéral de l'OMC, y compris la prise de décisions par consensus. Pour être largement acceptables, les discussions sur la réforme de l'OMC devraient reposer sur les principes d'inclusion et d'équité.

6.5. Un bon point de départ pour le programme de réforme consisterait à supprimer les déséquilibres existants dans l'Accord sur l'agriculture et à assurer une égalité de conditions, en particulier pour les économies en développement. En tant que proposant de longue date d'une réforme de l'OMC, l'Inde cherche depuis presque 20 ans à obtenir l'élimination des avantages inégaux et ayant des effets de distorsion des échanges prévus dans l'Accord sur l'agriculture. Une autre avancée positive consisterait à faire fond sur les travaux des dernières années et à mettre en œuvre les mandats existants, tels qu'une solution permanente simple et efficace pour la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Cela contribuerait à renforcer la confiance des pays en développement dans la branche de négociation de l'OMC.

6.3 Traitement spécial et différencié

6.6. Le traitement spécial et différencié pour tous les pays en développement, y compris les PMA, est un principe fondamental de l'OMC et sa préservation devrait être une priorité absolue pour les Membres de l'OMC. Cette disposition a été incorporée afin de reconnaître l'écart important entre les niveaux de vie dans les pays moins avancés. Si certains Membres en développement ont peut-être réalisé des progrès, des écarts entre les niveaux de développement persistent et se sont même creusés dans certains domaines. De plus, de nouvelles fractures, en particulier dans les domaines numérique et technologique, se sont accentuées. Il est donc impératif que ces pays continuent de bénéficier d'un traitement spécial et différencié pour répondre à leurs aspirations en matière de développement.

6.7. Le principe voulant que les pays en développement Membres qui se considèrent en mesure de le faire puissent décider volontairement de renoncer au traitement spécial et différencié dans les négociations en cours et futures semble être une solution plus acceptable.

6.4 Subventions à la pêche

6.8. Il est urgent de mettre en place des disciplines rigoureuses pour réglementer certaines subventions à la pêche préjudiciables afin de garantir une utilisation durable des ressources marines en vue d'assurer l'équité entre les générations. Dans le même temps, nous devons être conscients

de l'existence d'une population importante de pêcheurs artisanaux et de petits pêcheurs pratiquant une pêche de subsistance dans les pays en développement, y compris les PMA, qui dépendent de la pêche pour leur subsistance de base. Ils n'ont pas d'autres moyens de subsistance et nous avons tous la responsabilité de prendre soin de cette population vulnérable de pêcheurs marginalisés. C'est précisément la raison pour laquelle l'ODD 14.6 et la décision de la CM11 sur la pêche prescrivent clairement qu'il devrait y avoir un traitement spécial et différencié approprié et effectif pour les pays en développement, y compris les PMA. En outre, la situation actuelle de la pêche maritime est due aux gros subventionneurs et non à des pays comme l'Inde. En outre, une marge de manœuvre suffisante est nécessaire pour assurer un niveau de vie décent à nos pêcheurs de subsistance, pêcheurs artisanaux et petits pêcheurs. Toute discipline ne tenant pas compte de ces préoccupations entraînerait un déséquilibre total entre les éléments de la discipline et les besoins de subsistance de ces pêcheurs. L'Inde participe activement et de manière constructive aux négociations sur les subventions à la pêche.

6.5 Services

6.9. L'Inde joue un rôle constructif dans les négociations sur les services à l'OMC. L'Inde s'est efforcée de redynamiser le programme de travail sur le commerce électronique en partant de l'idée que, étant donné que la révolution numérique est encore en cours, il est important de comprendre d'abord les dimensions complexes et multidimensionnelles des questions liées au commerce électronique. L'Inde a donc proposé de renforcer les travaux multilatéraux dans le cadre du programme de travail sur le commerce électronique à but exploratoire sans mandat de négociation. En outre, l'Inde s'est également efforcée de relancer les discussions multilatérales sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure, qui sont nécessaires pour assurer la facilité, la transparence et la prévisibilité du commerce des services, en particulier en ce qui concerne le mouvement des professionnels.

6.10. L'Inde a notifié son traitement préférentiel aux services et fournisseurs de services des PMA en septembre 2015. Dans le cadre de cette dérogation concernant les services pour les PMA, une exemption des droits de visa pour les requérants des PMA demandant des visas d'affaires ou des permis de travail indiens (l'Inde est le seul Membre de l'OMC à offrir une exemption des droits de visa pour les requérants des PMA), une assistance technique et un renforcement des capacités, ainsi qu'un accès aux marchés, c'est-à-dire des engagements dans divers secteurs et sous-secteurs et un accès pour un certain nombre de catégories de professionnels relevant du mode 4 originaires des PMA, ont été accordés aux pays les moins avancés.

7 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX BILATÉRAUX DE L'INDE: LIBÉRER LES AVANTAGES MUTUELS

7.1. Afin de placer le commerce sur une trajectoire de forte croissance, l'Inde a activement collaboré avec le marché extérieur et diversifié sa stratégie en fonction de l'évolution de la dynamique du commerce et de la croissance économique dans l'économie mondiale. À l'avenir, l'Inde s'efforcera de collaborer avec les régions et les pays qui ont des complémentarités avec l'économie indienne. L'Inde considère les accords commerciaux régionaux (ACR) et les arrangements commerciaux préférentiels (ACPr) comme des "éléments constitutifs" de la réalisation de l'objectif global de libéralisation des échanges/d'harmonisation des droits de douane et des mesures non tarifaires. Les premières expériences de l'Inde en matière d'ACR ont été la conclusion de l'Accord de Bangkok (1975), du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC, 1988) et de l'Arrangement commercial préférentiel de l'Asie du Sud (ACPr de l'ASACR, 1993). Les importants engagements commerciaux de l'Inde sont brièvement examinés dans la présente section.

7.1 Région de l'Asie du Sud

7.2. Les sept pays membres de l'ASACR (Inde, Pakistan, Népal, Sri Lanka, Bangladesh, Bhoutan et Maldives) ont signé l'Accord sur la Zone de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA) en 2004, l'Afghanistan ayant adhéré en tant que huitième membre en 2007. La signature de l'Accord de l'ASACR sur le commerce des services (SATIS, 2010) a approfondi l'engagement. En outre, l'Inde a conclu des accords commerciaux bilatéraux prévoyant un accès préférentiel aux marchés pour le Bhoutan et le Népal, un accord commercial préférentiel (ACPr) avec l'Afghanistan (2003) et un accord de libre-échange avec Sri Lanka (1998), qui est en train d'être élargi pour devenir un accord global couvrant le commerce des services et l'investissement.

7.2 Asie du Sud-Est et de l'Est

7.3. L'Accord sur le commerce des marchandises entre l'Inde et l'ASEAN est entré en vigueur à partir de janvier 2010 (avec des dates différentes selon les pays de l'ASEAN). L'Accord sur le commerce des services et l'investissement est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015. En outre, l'approfondissement de l'engagement économique et commercial de l'Inde avec l'Asie du Sud-Est ressort clairement des accords suivants: Accord bilatéral avec la Thaïlande (2004), Accord global de coopération économique (CECA) avec Singapour (2005), Accord global de coopération économique (CECA) avec la Malaisie (2011). L'Accord global de partenariat économique (CEPA) entre l'Inde et la République de Corée est entré en vigueur en janvier 2010, tandis que celui avec le Japon est entré en vigueur en août 2011.

7.3 Australie et Nouvelle-Zélande

7.4. Des négociations avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en vue d'un accord global ont été lancées en 2010 et 2011, respectivement. La portée des négociations couvre le commerce des marchandises et des services et les investissements, en plus d'autres domaines de coopération économique. À ce jour, dix séries de négociations se sont tenues en ce qui concerne le CECA Inde-Nouvelle-Zélande, tandis que neuf séries de négociations ont eu lieu au sujet du CECA Inde-Australie.

7.4 Amériques

7.5. Des accords commerciaux préférentiels de portée limitée ont été signés avec le MERCOSUR et le Chili en 2004 et 2006, respectivement. L'Inde est en train d'élargir ces accords en étendant la gamme des produits visés et en approfondissant les préférences. L'Inde et le Canada ont engagé des négociations en 2010 en vue de conclure un Accord global de partenariat économique (CEPA), qui porte sur le commerce des marchandises, les services, les investissements et la coopération économique et, jusqu'à présent, dix séries de négociations ont eu lieu. À ce jour, cinq séries de négociations concernant l'ALE Inde-Pérou ont également eu lieu.

7.5 Europe

7.6. L'Inde a commencé à négocier un accord bilatéral sur le commerce et l'investissement (BTIA) avec l'Union européenne en 2007. Seize séries de négociations ont eu lieu jusqu'en 2013. La reprise des négociations est à l'étude. L'Accord de partenariat économique et commercial (TEPA) entre l'Inde et les quatre membres de l'AELE a été lancé en 2008, avec 17 séries de négociations à ce jour. L'Inde œuvre également avec le Royaume-Uni à l'établissement d'un partenariat commercial à mesure que celui-ci assume la responsabilité de sa politique commerciale internationale.

7.6 CEI

7.7. L'Inde dialogue avec les pays de l'UEE en vue de conclure un arrangement commercial bilatéral, la première série de consultations techniques ayant eu lieu en janvier 2018 à New Delhi.

7.7 Moyen-Orient et Afrique

7.8. L'Inde négocie actuellement un accord préférentiel avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Des négociations sont également en cours en vue de conclure des ALE avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG), Israël et Maurice. L'Inde discute également avec l'Iran d'un accord commercial limité.

7.8 Autres accords et négociations

7.9. L'Inde est l'un des membres du Système global de préférences commerciales (SGPC), qui est un accord conclu entre 43 pays en développement et destiné à promouvoir le commerce Sud-Sud. L'Inde a participé au troisième cycle de négociations (connu sous le nom de Cycle de Sao Paulo) qui s'est achevé en 2010. Toutefois, en janvier 2015, seuls trois pays, à savoir Cuba, l'Inde et la Malaisie, avaient présenté leurs listes de concessions. Le cycle ne sera validé que si un quatrième pays participant présente sa liste.

7.10. L'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA, 2005), qui est opérationnel entre six pays, à savoir le Bangladesh, la Chine, l'Inde, la RDP lao, la République de Corée et Sri Lanka, est le résultat de nouvelles négociations sur le texte de l'Accord de Bangkok (1975). L'Inde, en tant que membre d'un groupe régional composé du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, du Myanmar, du Népal, de Sri Lanka et de la Thaïlande (BIMSTEC, 1997), négocie également un ALE sur les marchandises, les services et l'investissement entre les membres.

8 DÉFIS À RELEVÉR

8.1 Défis dans le secteur manufacturier

8.1. Le secteur manufacturier représente actuellement environ 17% de la valeur ajoutée brute, soit moins de 2% de la production manufacturière mondiale. La croissance du secteur manufacturier était tombée de 6,6% en 2017/18 à 5,7% en 2018/19, avant de chuter à 0,03% en 2019/20. La production des huit principales industries a augmenté de 4,4% en 2018/19 contre 4,3% en 2017/18. En 2019/20, toutefois, le taux de croissance est tombé à 0,4%, principalement en raison de la réduction des prêts consentis par les sociétés financières non bancaires en raison du resserrement de la liquidité et du tassement de la demande intérieure dans des secteurs clés comme l'automobile, les produits pharmaceutiques, les machines et équipements, etc.²²

8.2. Il est essentiel de stimuler la croissance industrielle en général et la croissance manufacturière en particulier, de façon que le grand nombre de travailleurs qui entrent sur le marché du travail obtiennent un emploi productif. La croissance industrielle accélérerait aussi la croissance du secteur des services, améliorant ainsi la capacité de l'économie à absorber la main-d'œuvre additionnelle et à croître à un rythme soutenu. C'est une condition *sine qua non* si l'on veut que le PIB indien atteigne la barre 5 000 milliards d'USD d'ici à 2025.

8.2 Développement des infrastructures

8.3. Les infrastructures sont essentielles à la croissance. Pour réaliser la vision d'une économie représentant 5 000 milliards d'USD d'ici à 2024/25, l'Inde doit dépenser 1 400 milliards d'USD entre 2019/20 et 2024/25. C'est pourquoi le projet de réseau d'infrastructures nationales (NIP)²³ a été lancé pour la période 2020-2025. Le NIP prévoit un investissement d'environ 1 400 milliards d'USD et travaillera sur un modèle de participation État central-secteur privé. Le renforcement de l'infrastructure améliorera la compétitivité du pays en remédiant aux goulets d'étranglement du côté de l'offre. Un investissement accru dans les infrastructures augmentera également la demande dans l'économie et améliorera la qualité de vie de la population du pays.

8.4. Une mission "villes intelligentes" a été lancée par le gouvernement pour promouvoir les villes qui fournissent une infrastructure de base et assurent une qualité de vie décente à leurs citoyens, un environnement propre et durable et l'application de solutions "intelligentes".²⁴ L'accent est mis sur le développement durable et inclusif en créant un modèle reproductible qui servira de point de repère pour les autres villes ayant des ambitions similaires. Cent villes ont été sélectionnées pour la mission et, au total, 5 151 projets d'un montant de 2 050 milliards de roupies ont été proposés à titre de propositions en faveur d'une ville intelligente. La mise en œuvre de la Mission au niveau de la ville est assurée par une entité *ad hoc* créée à cet effet. Cette entité *ad hoc* planifiera, évaluera, approuvera, débloquera des fonds, mettra en œuvre, gèrera, exploitera, surveillera et évaluera les projets de développement des villes intelligentes. Les villes intelligentes devraient achever leurs projets dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur sélection.

8.5. Le projet Bharatmala Pariyojana a été lancé en octobre 2017 en vue de construire une longueur totale d'environ 34 800 km (y compris 10 000 km de tronçons résiduels du Programme de développement des autoroutes nationales ou NHDP) de corridors économiques, de routes intercorridors et de routes de raccordement, de routes de connectivité aux frontières et de connectivité internationale, de routes de connectivité côtière et portuaire et de voies rapides.²⁵

²² https://www.indiabudget.gov.in/economicsurvey/doc/vol2chapter/echap08_vol2.pdf.

²³ <https://indiainvestmentgrid.gov.in/national-infrastructure-pipeline>.

²⁴ <http://smartcities.gov.in/content/>.

²⁵ <https://morth.nic.in/bharatmala-phase-I>.

8.6. S'agissant des chemins de fer, en vue du renforcement des capacités et de la décongestion du réseau de haute densité, des corridors de fret spécifiques d'une longueur de 3 300 km (corridors de fret spécifiques occidentaux et orientaux) sont en bonne voie d'achèvement. Afin d'accroître la facilité de faire des affaires et d'attirer du trafic, des unités de développement des entreprises (EDR) ont été constituées et un service d'assistance téléphonique universel pour le fret et les colis a été mis en place. En outre, les Chemins de fer accordent également la priorité au trafic de marchandises, ce qui a permis de doubler la vitesse des trains de marchandises et de réduire le délai de livraison des marchandises. Grâce à toutes ces initiatives, les Chemins de fer indiens ont réussi l'exploit de faire progresser le transport de fret par rapport à l'année précédente, celui-ci affichant une progression de 15,35% en septembre 2020 par rapport à septembre 2019, malgré les défis liés à la COVID-19.

8.7. Dans le domaine du transport de voyageurs à grande vitesse, un projet de chemin de fer à grande vitesse reliant Mumbai à Ahmedabad d'une longueur de 508 km est déjà en cours de réalisation. Les Chemins de fer indiens ont récemment adopté une nouvelle initiative consistant à confier à des exploitants de trains privés l'exploitation de trains de voyageurs sur certaines lignes de choix. Dans le cadre de cette initiative, 150 trains devraient être exploités par des opérateurs privés qui seront également autorisés à apporter leur propre matériel roulant pour améliorer les services et équipements à bord à la disposition des passagers.

8.3 Le défi de la COVID-19

8.8. La pandémie de COVID-19 est un sujet de préoccupation pour tous, en particulier pour les pays en développement qui manquent de ressources, car une pandémie généralisée de ce type est susceptible d'avoir des répercussions considérables sur l'activité économique et le commerce dans ces pays. La contagion le long de la chaîne d'approvisionnement devrait amplifier les chocs directs du côté de l'offre tandis qu'il s'avère plus difficile et/ou plus coûteux pour les secteurs manufacturiers des pays moins touchés d'acquérir les intrants industriels importés nécessaires auprès des pays durement touchés, puis les uns auprès des autres. On s'attend également à des perturbations de la demande dues à des baisses macroéconomiques de la demande globale (c'est-à-dire à des récessions) et à des reports d'achats dus à une attitude attentiste des consommateurs, ainsi qu'à des reports d'investissement de la part des entreprises.

8.9. Étant donné que la COVID-19 est une maladie hautement infectieuse et que tout mouvement de masse de personnes aurait pu propager la maladie à un rythme rapide dans la population dans toutes les régions du pays, l'Inde a imposé un confinement strict à compter du 25 mars 2020. Bien que la période qui a suivi a été marquée par un statu quo économique, l'Inde a réussi à ralentir la propagation agressive de la COVID. Les restrictions visant diverses activités ont été assouplies à compter de mai 2020, alors que le gouvernement indien a fait le choix courageux de soutenir les moyens de subsistance, ce qui a rendu plus difficile la maîtrise de la pandémie. Après un assouplissement supplémentaire des restrictions, le pays est entré dans une phase de déconfinement en juin 2020.

8.10. En juin 2020, les exportations de marchandises de l'Inde se sont élevées à 21,9 milliards d'USD, contre 25,0 milliards d'USD en juin 2019, soit une croissance négative de (-)12,5%. La baisse des exportations s'explique principalement par le ralentissement mondial, qui s'est aggravé du fait de la crise actuelle liée à la COVID-19. Celle-ci a entraîné des perturbations de grande ampleur des chaînes d'approvisionnement et de la demande, entraînant l'annulation de commandes. À l'exception des produits essentiels tels que les produits alimentaires et les médicaments, la plupart des autres produits de base ont enregistré une croissance négative en juin 2020. Les produits de base/groupes ayant enregistré une croissance positive en juin 2020 comprenaient le minerai de fer (63,1%), les graines oléagineuses (50,5%), le riz (32,7%), les épices (22,9%), les produits chimiques organiques et inorganiques (19,1%), les fruits et les légumes (11,0%), les médicaments et produits pharmaceutiques (9,9%), etc. Contrairement à la forte baisse enregistrée dans certains secteurs, le secteur indien des technologies de l'information et des services reposant sur les technologies de l'information a fait preuve d'une remarquable résilience face à la pandémie, assurant la continuité des activités pour tous les clients mondiaux. Malgré le confinement induit par la COVID-19, ce secteur s'est bien adapté, avec 95% des employés travaillant à domicile, ce qui lui a permis d'honorer ses engagements internationaux. Les efforts déployés par le secteur des technologies de l'information et des services reposant sur les technologies de l'information ont été complétés par un écosystème propice d'infrastructures solides et de modifications réglementaires, ce qui a aidé le secteur à s'adapter face à cette crise. En conséquence, les exportations de services informatiques

de l'Inde pour le trimestre allant d'avril à juin 2020 ont légèrement diminué, affichant -0,8% par rapport à la période correspondante de 2019. Les résultats du secteur des technologies de l'information et des services reposant sur les technologies de l'information ont renforcé la position de l'Inde en tant que partenaire précieux et fiable dans le monde entier.

8.11. Avec l'assouplissement du confinement depuis juin 2020, les exportations de marchandises du pays ont également commencé à montrer des signes de reprise. En juillet 2020, la valeur des exportations réalisées a atteint 23,64 milliards d'USD, ce qui représente presque 90% de la valeur enregistrée pendant la période correspondante de l'année précédente.

8.4 Réponse du gouvernement face à la COVID-19

8.12. À mesure que l'économie sort du confinement, le gouvernement s'attache à orienter sa politique de façon à stimuler divers secteurs de l'économie, tout en préservant la stabilité macroéconomique. Les mesures du gouvernement ont commencé par une stratégie bien établie en vertu de laquelle un confinement a été imposé pour permettre aux États de renforcer leurs infrastructures sanitaires et leurs infrastructures pour les tests tout en mettant en œuvre "Pradhan Mantri Garib Kalyan Yojana" et un ensemble de mesures d'urgence en faveur du personnel de santé.

8.13. L'étape suivante a consisté à transformer la situation liée à la pandémie en avantage en renforçant l'industrie manufacturière nationale pour aider le pays à mieux faire face à la situation existante et à respecter son engagement ferme en faveur de la coopération mutuelle avec le reste du monde. L'Inde a donc fait des avancées importantes en renforçant les capacités de production de médicaments essentiels et d'autres matériels pour soutenir les systèmes de soins de santé dans le monde entier. La capacité de production d'EPI a donc été augmentée à un demi-million de kits par jour, contre presque zéro auparavant, et l'Inde a contribué à répondre sans condition aux demandes d'assistance de nombreux pays en matière d'exportations de produits pharmaceutiques et de médicaments essentiels. En conséquence, l'Inde a fourni environ 45 tonnes et 400 millions de comprimés d'hydroxychloroquine à 114 pays dans le monde. De même, des livraisons de paracétamol représentant environ 96 millions de comprimés, 0,4 million de paracétamol IP en suspension, 0,8 million de bouteilles et 270 tm, sous diverses autres formes, ont été effectuées dans 24 pays, de même que des livraisons d'autres matériels essentiels destinées à environ 57 pays. Ces mesures ont renforcé notre crédibilité en tant que partenaire fiable, digne de confiance et empathique travaillant pour le bien commun.

8.14. En parallèle, dans un effort important pour relancer l'économie qui stagnait en avril 2020, le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures d'un montant de 20 000 milliards de roupies le 12 mai 2020, qui associait les annonces récentes du gouvernement au sujet du soutien aux secteurs clés et des mesures mises en œuvre par la Banque centrale de l'Inde.

8.15. Initiatives liées à la sécurité alimentaire et à l'agriculture

- Une mesure importante prise par le gouvernement pour contrer l'incidence économique de la pandémie de COVID-19 est le programme "Pradhan Mantri Garib Kalyan Yojana". Dans le cadre de ce programme, environ les deux-tiers de la population indienne ont reçu 5 kg de blé/riz et 1 kg de légumineuses par famille.
- Initialement lancé pour une période de trois mois, le programme a par la suite été prolongé jusqu'en novembre 2020.
- Cela souligne le rôle important joué par les programmes de détention de stocks publics dans l'atténuation des effets négatifs sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

8.16. Initiatives liées à la facilitation des échanges et aux douanes²⁶

- Pour faire face aux perturbations de l'approvisionnement en matières premières/intrants des unités industrielles, un système de dédouanement fonctionnant 24 heures/24, 7 jours/7, a été mis en place dans tous les ports maritimes et aéroports désignés du pays

²⁶ <https://www.cbic.gov.in/htdocs-cbec/customs/covid-19/covid-19-measures-new>.

jusqu'à la fin de juin 2020 (à l'exception des ports maritimes/aéroportuaires désignés déjà exploités 24 heures/24, 7 jours/7, qui continueraient de fonctionner de la sorte même après juin 2020).

- Les appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire (respirateurs), les masques et masques chirurgicaux, les équipements de protection individuelle (EPI), les kits de tests pour la COVID-19 et les intrants pour la fabrication de ces articles ont été exemptés de droits de douane de base et de taxe parafiscale sanitaire jusqu'au 30 septembre 2020.
- Les autorités douanières facilitaient l'admission des importations pouvant bénéficier de préférences sous réserve de la présentation ultérieure de la certification de l'origine.
- Tous les principaux ports ont eu pour instruction de ne pas percevoir de pénalités, de surestaries, d'impositions, de redevances, de loyers sur tout utilisateur du port (négociants, compagnies maritimes, concessionnaires, titulaires de licences, etc.) en cas de retard quelconque dans l'accostage, les opérations de chargement/déchargement ou l'évacuation/l'arrivée de marchandises pour des raisons imputables à des perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues aux mesures de confinement.
- Pour favoriser un processus de dédouanement des importations sans contact, la fourniture électronique d'une copie en format pdf de la déclaration en douane et de la déclaration d'acquiescement des droits sur le portail Gatepass aux courtiers en douane/importateurs a été mise en place dans toute l'Inde à compter du 15 avril 2020.
- Le délai de réalisation et de rapatriement des recettes d'exportation pour les exportations effectuées jusqu'au 31 juillet 2020 a été porté à 15 mois à compter de la date d'exportation.
- Afin d'alléger la charge de la conformité pour les OEA, les certificats OEA arrivant à expiration entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2020 ont été prorogés jusqu'au 30 juin 2020.
- Un guichet unique d'assistance dédié à la COVID-19 pour l'import-export a été créé par les douanes indiennes afin de faciliter le règlement rapide des problèmes rencontrés par les importateurs/exportateurs.

8.17. Mesures prises par la Banque centrale de l'Inde²⁷

- Réduction significative des taux directeurs (réduction du taux des prises en pension de 75 points de base, à 4,4% puis à 4% en mai) et injection d'une énorme quantité de liquidités représentant environ 3,9% du PIB pour améliorer les flux de crédit dans l'économie.
- Facilités spéciales de refinancement pour un montant total de 750 milliards de roupies à la Banque nationale de développement agricole et rural (NABARD), à la Banque de développement de la petite industrie (SIDBI), à la Banque nationale du logement (NHB) et à la Banque d'export-import de l'Inde (EXIM Bank) pour leur permettre de répondre aux besoins de crédit sectoriels.
- Possibilité d'accorder un moratoire/un report de six mois entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 août 2020 pour tous les prêts à terme (y compris les prêts à terme, les prêts au détail et les prêts sur récolte dans l'agriculture).

9 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

9.1. Dans l'ensemble, malgré les difficultés auxquelles l'économie indienne est confrontée, les milieux mondiaux du commerce et des affaires continuent d'accorder leur confiance au pays, compte tenu des réformes structurelles engagées et des bons rendements générés par l'économie par le passé. La modernisation des infrastructures, associée à de nombreuses mesures sociales et à des

²⁷ https://www.rbi.org.in/scripts/bs_viewcontent.aspx?Id=3894.

programmes de perfectionnement des compétences, devrait avoir un effet positif sur la trajectoire de croissance cible du pays.

9.2. Dans le domaine multilatéral, l'Inde estime que le respect des règles commerciales de l'OMC est la seule solution pour faire face à la crise en cours et elle continuera de jouer un rôle positif en vue d'établir un système commercial multilatéral juste et équitable. En parallèle, elle s'attachera également à conclure de nouveaux accords de partenariat commercial et économique avec les pays partenaires.

9.3. La politique commerciale en Inde continuera de veiller à établir des synergies avec les initiatives existantes, en mettant fortement l'accent sur la diversification des exportations, et en visant à ancrer correctement les éléments du commerce extérieur dans une approche mixte du développement économique.
